

AB/INA
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

**DECRET N° 2018-⁰⁴¹⁸/PRES promulguant
la loi n°012-2018/AN du 07 mai 2018 portant
modification de la loi n°055-2004/AN du 21
décembre 2004 portant code général des
collectivités territoriales au Burkina Faso.**

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

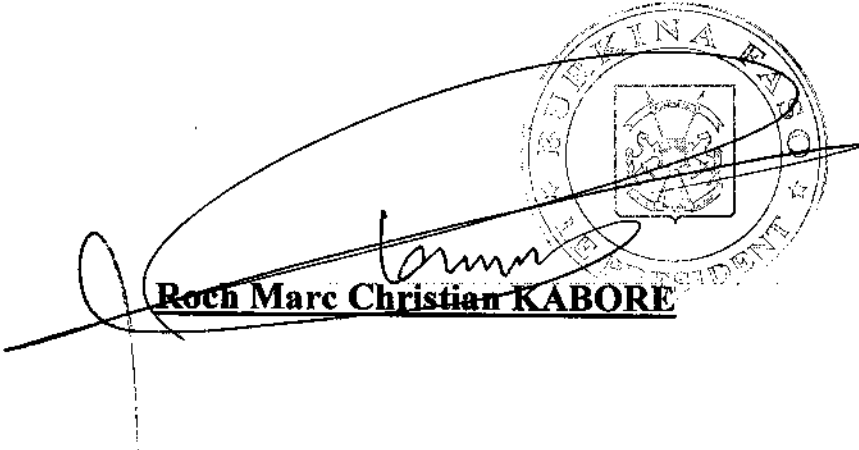
VU la lettre n°2018-069/AN/PRES/SG/DGAJP/DSC du 14 mai 2018 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n°012-2018/AN du 07 mai 2018 portant modification de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso ;

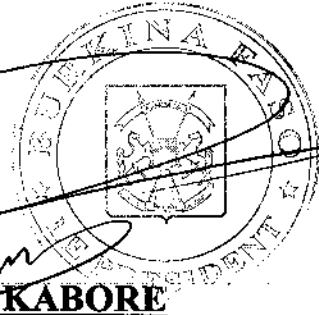
DECRETE

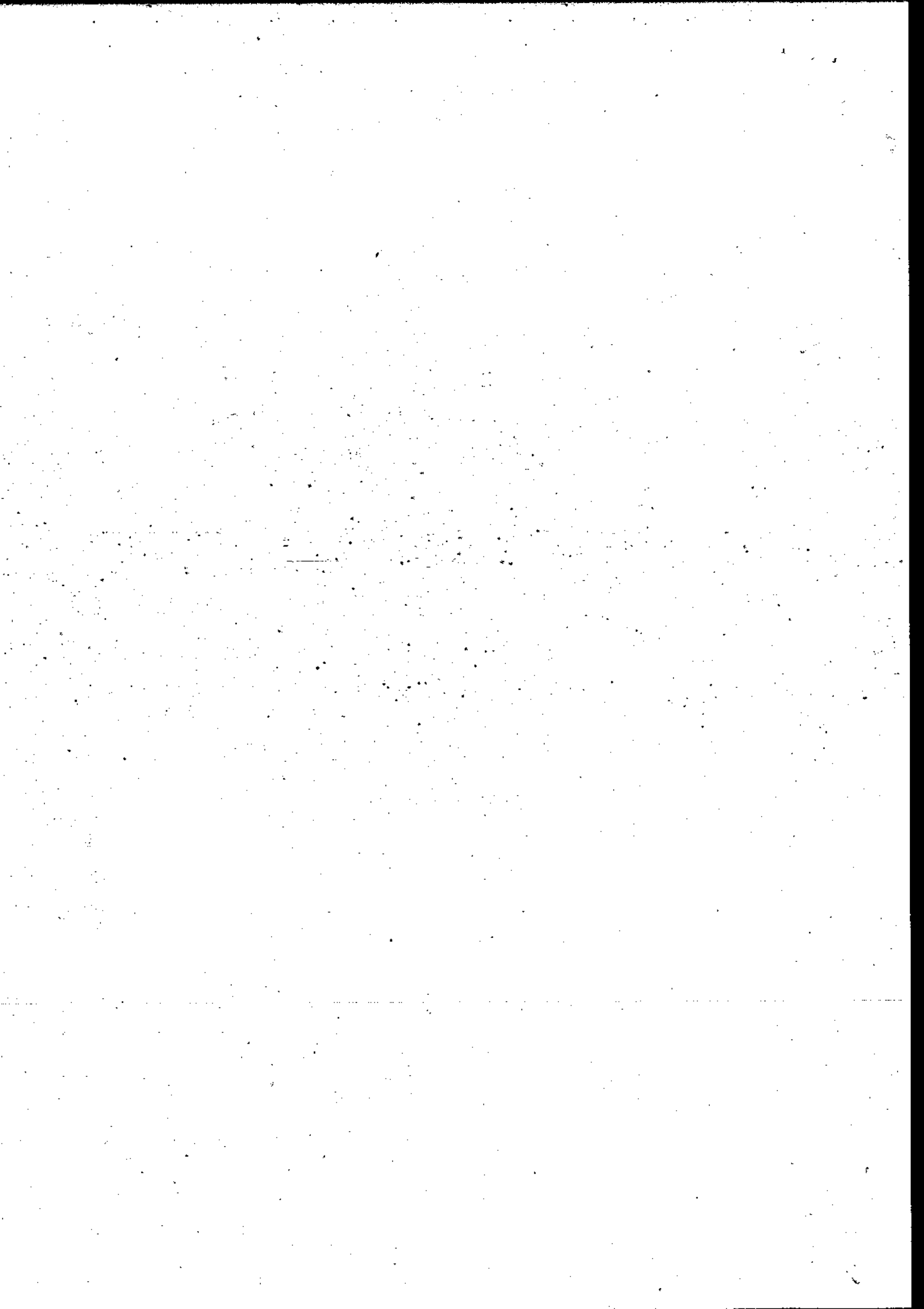
Article 1 : Est promulguée la loi n°012-2018/AN du 07 mai 2018 portant modification de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso.

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 31 mai 2018


Roch Marc Christian KABORE





BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE
SEPTIEME LEGISLATURE

LOI N°012-2018/AN

**PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°055-2004/AN DU 21
DECEMBRE 2004 PORTANT CODE GENERAL DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES AU BURKINA FASO**

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n°001-2015/AN du 30 décembre 2015 portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 07 mai 2018

et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

La loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 173 :

En cas de dissolution du conseil régional, de démission de tous ses membres en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, le gouverneur est chargé de l'expédition des affaires courantes.

Il est procédé à l'élection d'un nouveau conseil régional dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours.

En cas de dissolution en situations de dysfonctionnement grave et général menaçant la paix et la cohésion sociales au sein des collectivités territoriales, le délai pour l'élection du nouveau conseil régional est fixé par décret présidentiel.

Si la dissolution ou la démission de tous les membres du conseil régional survient au cours de la dernière année du mandat, ou dans le cas de l'article 172, alinéa 2 ci-dessus, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale dont le nombre des membres ne dépasse pas celui du conseil élu dissout. La délégation spéciale est présidée par le représentant de l'Etat et est organisée en commissions à l'image du conseil dissout.

La démission du ou des conseillers est adressée au président du conseil.

En outre, tout conseiller qui s'absente des sessions du conseil régional de façon continue durant une année est considéré comme démissionnaire, sauf cas d'invalidité temporaire dûment établi. Le constat est effectué par l'autorité de tutelle rapprochée au regard des états de présence du secrétariat des sessions du conseil. Elle notifie l'acte au président du conseil.

En cas de crise répétée entraînant pour le même conseil une seconde dissolution, la démission de tous les membres en exercice ou l'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Si au terme de l'élection d'un nouveau conseil régional, les conseillers élus ne peuvent mettre en place les organes dirigeants de l'assemblée délibérante et/ou ceux de l'exécutif, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale présidée par le représentant de l'Etat dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Lire :

Article 173 :

En cas de dissolution du conseil régional, de démission de tous ses membres en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, le gouverneur est chargé de l'expédition des affaires courantes.

Il est procédé à l'élection d'un nouveau conseil régional dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours.

En cas de dissolution en situations de dysfonctionnement grave et général menaçant la paix et la cohésion sociales au sein des collectivités territoriales, le délai pour l'élection du nouveau conseil régional est fixé par décret présidentiel.

Si la dissolution ou la démission de tous les membres du conseil régional survient au cours de la dernière année du mandat, ou dans le cas de l'article 172, alinéa 2 ci-dessus, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale dont le nombre des membres ne dépasse pas celui du conseil élu dissout. La délégation spéciale est présidée par le représentant de l'Etat et est organisée en commissions à l'image du conseil dissout.

La démission du ou des conseillers est adressée au président du conseil.

En outre, tout conseiller qui s'absente des sessions du conseil régional de façon continue durant une année est considéré comme démissionnaire, sauf cas d'invalidité temporaire dûment établi. Le constat est effectué par l'autorité de tutelle rapprochée au regard des états de présence du secrétariat des sessions du conseil. Elle notifie l'acte au président du conseil.

En cas de crise répétée entraînant pour le même conseil une seconde dissolution, la démission de tous les membres en exercice ou l'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, il est procédé, pour le reste du mandat, à l'installation d'une délégation spéciale présidée

par le représentant de l'Etat dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Si au terme de l'élection d'un nouveau conseil régional, les conseillers élus ne peuvent mettre en place les organes dirigeants de l'assemblée délibérante et/ou ceux de l'exécutif, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale présidée par le représentant de l'Etat dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Au lieu de :

Article 252 :

En cas de dissolution du conseil municipal, de démission de tous ses membres en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, l'autorité de tutelle rapprochée est chargée de l'expédition des affaires courantes.

Il est procédé à la réélection du conseil municipal dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours.

En cas de dissolution en situations de dysfonctionnement grave et général menaçant la paix et la cohésion sociales au sein des collectivités territoriales, le délai pour l'élection du nouveau conseil municipal est fixé par décret présidentiel.

Si la dissolution ou la démission de tous les membres du conseil municipal survient au cours de la dernière année du mandat, ou dans le cas de l'article 251, alinéa 2 ci-dessus, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale dont le nombre des membres ne dépasse pas celui du conseil élu dissout. La délégation spéciale est présidée par le représentant de l'Etat, dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Dans le cas des communes à statut particulier, les mêmes dispositions de dissolution s'appliquent aux conseils d'arrondissement. Dans ce cas, la présidence est assurée par un représentant de l'Etat nommé par arrêté du ministre en charge des collectivités territoriales.

En cas de crise répétée entraînant pour le même conseil municipal une seconde dissolution, la démission de tous ses membres en exercice ou l'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, il est

procédé à l'installation d'une délégation spéciale présidée par un membre désigné en son sein dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Si au terme de l'élection d'un nouveau conseil municipal les conseillers élus ne peuvent mettre en place les organes dirigeants de l'assemblée délibérante et/ou ceux de l'exécutif, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale présidée par le représentant de l'Etat dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Lire :

Article 252 :

En cas de dissolution du conseil municipal, de démission de tous ses membres en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, l'autorité de tutelle rapprochée est chargée de l'expédition des affaires courantes.

Il est procédé à la réélection du conseil municipal dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours.

En cas de dissolution en situations de dysfonctionnement grave et général menaçant la paix et la cohésion sociales au sein des collectivités territoriales, le délai pour l'élection du nouveau conseil municipal est fixé par décret présidentiel.

Si la dissolution ou la démission de tous les membres du conseil municipal survient au cours de la dernière année du mandat, ou dans le cas de l'article 251, alinéa 2 ci-dessus, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale dont le nombre des membres ne dépasse pas celui du conseil élu dissout. La délégation spéciale est présidée par le représentant de l'Etat, dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Dans le cas des communes à statut particulier, les mêmes dispositions de dissolution s'appliquent aux conseils d'arrondissement. Dans ce cas, la présidence de la délégation spéciale est assurée par un représentant de l'Etat nommé par arrêté du ministre en charge des collectivités territoriales.

En cas de crise répétée entraînant pour le même conseil municipal une seconde dissolution, la démission de tous ses membres en exercice ou

l'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, il est procédé, pour le reste du mandat, à l'installation d'une délégation spéciale présidée par le représentant de l'Etat dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

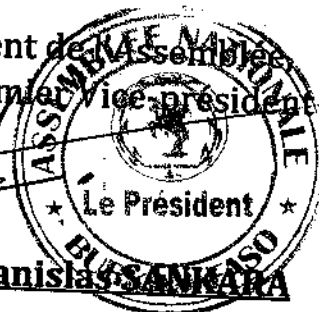
Si au terme de l'élection d'un nouveau conseil municipal, les conseillers élus ne peuvent mettre en place les organes dirigeants de l'assemblée délibérante et/ou ceux de l'exécutif, il est procédé à l'installation d'une délégation spéciale présidée par le représentant de l'Etat dans les conditions fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Article 2 :

La présente loi qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires notamment celles des lois n°016-2015/CNT du 21 mai 2015 et n°027-2017/AN du 18 mai 2017, sera exécutée comme loi de l'Etat.

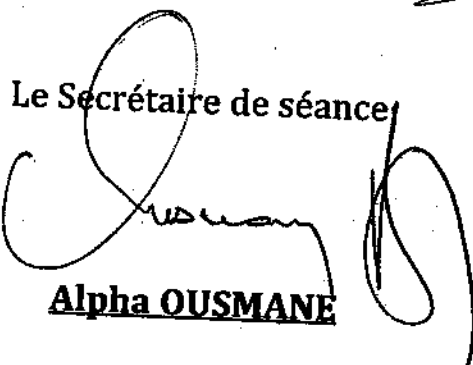
Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 07 mai 2018

Pour le Président de l'Assemblée
nationale, le Premier Vice-président



Bénéwendé Stanislas SANKARA

Le Secrétaire de séance


Alpha OUSMANE

